

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LA PREMIÈRE PARTIE DU TOME QUATRIÈME.

	Page
AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.....	v
AVIS DE L'AUTEUR.....	vii
46 <sup>e</sup> Leçon. Considérations politiques préliminaires sur la nécessité et l'opportunité de la <i>physique sociale</i> , d'après l'analyse fondamentale de l'état social actuel.....	1
47 <sup>e</sup> Leçon. Appréciation sommaire des principales tentatives philosophiques entreprises jusqu'ici pour constituer la science sociale.....	225
48 <sup>e</sup> Leçon. Caractères fondamentaux de la méthode positive dans l'étude rationnelle des phénomènes sociaux.....	257
49 <sup>e</sup> Leçon. Relations nécessaires de la physique sociale avec les autres branches fondamentales de la philosophie positive.....	470
50 <sup>e</sup> Leçon. Considérations préliminaires sur la statique sociale, ou théorie générale de l'ordre spontané des sociétés humaines.....	531
51 <sup>e</sup> Leçon. Lois fondamentales de la dynamique sociale, ou théorie générale du progrès naturel de l'humanité.....	618

COURS

DE

PHILOSOPHIE POSITIVE.

QUARANTE-SIXIÈME LEÇON.

Considérations politiques préliminaires sur la nécessité et l'opportunité de la *physique sociale*, d'après l'analyse fondamentale de l'état social actuel.

Dans chacune des cinq parties précédentes de ce *Traité*, l'exploration philosophique a constamment reposé sur un état scientifique préexistant et unanimement reconnu, dont la constitution générale, quoique toujours plus ou moins incomplète jusqu'à présent, même à l'égard des phénomènes les moins compliqués et les mieux étudiés, satisfaisait déjà cependant, au moins en principe, même pour les cas les plus récents et les plus imparfaits, aux conditions fondamentales de la positivité, de manière à n'exiger ici qu'un simple travail d'appréciation rationnelle, toujours

dirigé suivant des règles incontestables, et conduisant, presque spontanément, à l'indication motivée des principaux perfectionnemens ultérieurs, destinés surtout à dégager définitivement la science réelle de toute influence indirecte de l'ancienne philosophie. Il n'en peut plus être ainsi, malheureusement, dans cette sixième et dernière partie, consacrée à l'étude des phénomènes sociaux, dont les théories ne sont point encore sorties, même chez les plus éminens esprits, de l'état théologico-métaphysique, auquel tous les penseurs semblent aujourd'hui les concevoir comme devant être, par une fatale exception, indéfiniment condamnées. Sans changer de nature ni de destination, l'opération philosophique que j'ai osé entreprendre devient donc maintenant plus difficile et plus hardie, et doit présenter un nouveau caractère : au lieu de juger et d'améliorer, il s'agit désormais essentiellement de créer un ordre tout entier de conceptions scientifiques, qu'aucun philosophe antérieur n'a seulement ébauché, et dont la possibilité n'avait même jamais été nettement entrevue.

Une telle création, fût-elle plus heureusement accomplie, ne saurait, évidemment, élever tout-à-coup cette branche complémentaire de la philosophie naturelle, qui se rapporte aux phé-

mènes les plus compliqués, au niveau rationnel des diverses sciences fondamentales déjà constituées, de celles même dont le développement est le moins avancé. Que cette fondation soit d'abord poussée au point, non-seulement de constater, pour tous les bons esprits, la possibilité actuelle de concevoir et de cultiver la science sociale à la manière des sciences pleinement positives, mais aussi de marquer nettement le vrai caractère philosophique de cette science définitive, et d'en établir solidement les principales bases, c'est là, sans doute, tout ce qu'il est permis de tenter de nos jours : en même temps, cela suffit essentiellement, comme j'espère le démontrer, à nos plus urgentes nécessités intellectuelles, et même aux besoins les plus impérieux de la pratique sociale, surtout actuelle. Ainsi réduite, l'opération n'en demeure pas moins trop étendue encore pour que je puisse lui accorder tout le développement convenable dans un ouvrage qui doit, avant tout, rester consacré à l'ensemble de la philosophie positive, où cette science nouvelle ne saurait figurer qu'à titre de l'un des éléments indispensables, celui de tous d'ailleurs dont l'importance mérite, à tant d'égards, de devenir aujourd'hui prépondérante. Par un *Traité spécial de philosophie politique*, j'exposerai ultérieurement, d'une

manière directe et complète, la série de mes idées sur ce grand sujet, avec les diverses explications qu'il exige, et sans négliger les principales applications usuelles à l'état transitoire des sociétés actuelles. Ici, je dois nécessairement me restreindre aux considérations les plus générales, en me tenant toujours, aussi scrupuleusement que possible, au point de vue strictement scientifique, sans me proposer d'autre action immédiate que la résolution de notre anarchie intellectuelle, véritable source première de l'anarchie morale, et ensuite de l'anarchie politique, dont je n'aurai point ainsi à m'occuper directement.

Mais l'extrême nouveauté d'une semblable doctrine rendrait ces considérations scientifiques presque inintelligibles, et essentiellement inefficaces, si cependant mon exposition ne devenait point, dans ce volume, à l'égard d'une science que je m'efforce de créer, beaucoup plus explicite et même plus spéciale qu'elle n'a dû l'être dans les volumes précédents, où je pouvais supposer le lecteur suffisamment familiarisé d'avance avec le fond du sujet. C'est pourquoi, avant même d'entrer méthodiquement en matière, je suis obligé, afin de placer définitivement l'esprit du lecteur au point de vue vraiment convenable, de consacrer préalablement cette leçon et la sui-

vante à caractériser sommairement l'importance réelle d'une telle opération philosophique, et l'importance radicale des principales tentatives dont elle a été jusqu'ici l'objet indirect.

L'immense lacune fondamentale que laisse, évidemment, dans le système général de la philosophie positive, le déplorable état d'enfance prolongée où languit encore la science sociale, devrait suffire, sans doute, pour rendre hautement irrécusable, à toute intelligence véritablement philosophique, la stricte nécessité d'une entreprise destinée à imprimer enfin à l'esprit humain, si bien préparé déjà à tous autres égards, ce grand caractère d'unité de méthode et d'homogénéité de doctrine, indispensable à la plénitude de son développement spéculatif, et sans lequel même son activité pratique ne saurait avoir ni assez de noblesse, ni assez d'énergie. Mais, quelle que soit la profonde gravité intrinsèque d'une telle considération, qui, à vrai dire, embrasse implicitement toutes les autres, les meilleurs esprits sont aujourd'hui placés, relativement aux idées politiques, à un point de vue beaucoup trop superficiel et trop étroit pour devenir susceptibles d'en saisir immédiatement la portée effective, et d'y puiser un motif suffisant de soutenir, avec persévérance, la longue et pénible contention qu'exige,

de toute nécessité, l'accomplissement graduel d'une opération aussi difficile. A l'état naissant, aucune science ne saurait être cultivée ni conçue isolément de l'art correspondant, comme je l'ai établi dans la quarantième leçon, où nous avons reconnu qu'une telle adhérence doit être naturellement d'autant plus intense et plus prolongée qu'il s'agit d'un ordre de phénomènes plus compliqué. Si donc la science biologique elle-même, malgré sa constitution plus avancée, nous a paru encore trop étroitement attachée à l'art médical, faut-il s'étonner de la tendance habituelle des hommes d'état à dédaigner, comme de vains jeux d'esprit, toutes les spéculations sociales qui ne sont point immédiatement liées à des opérations pratiques? Quelque aveugle que soit une semblable disposition, on doit, en ce cas, y persister avec d'autant plus d'opiniâtreté qu'on y croit voir le meilleur préservatif contre l'invasion pernicieuse des vagues et chimériques utopies, quoique l'expérience la plus décisive ait certes surabondamment prouvé la haute insuffisance de cette précaution si vantée, qui ne peut nullement empêcher le débordement journalier des plus extravagantes illusions. C'est afin de me conformer, autant que le comporte la nature de cet ouvrage, à ce qu'il y a de vraiment raisonnable au fond de

cette puérile injonction, que je crois devoir destiner cette leçon tout entière à quelques explications préliminaires sur la relation fondamentale et directe de l'opération, purement abstraite en apparence, qui consiste à instituer aujourd'hui ce que j'ai nommé la *physique sociale* (1), avec l'ensemble des principaux besoins que le déplorable état des sociétés actuelles manifeste si énergiquement à tous les esprits sérieux et clairvoyants. Après cet éclaircissement préalable, sur lequel je serai ainsi dispensé de revenir ultérieurement, tous les véritables hommes d'état comprendront, j'espère, que, pour ne prétendre à aucune application actuelle et spéciale, ce grand travail n'en est pas moins irrécusablement susceptible d'une utilité réelle et capitale, sans laquelle il ne mériterait point, en effet, d'intéresser la sollicitude de ceux que préoccupe par dessus tout, à si juste

(1) Cette expression, et celle, non moins indispensable, de *philosophie positive*, ont été construites, il y a dix-sept ans, dans mes premiers travaux de philosophie politique. Quoique aussi récents, ces deux termes essentiels ont déjà été en quelque sorte gâtés par les vicieuses tentatives d'appropriation de divers écrivains, qui n'en avaient nullement compris la vraie destination, malgré que j'en eusse, dès l'origine, par un usage scrupuleusement invariable, soigneusement caractérisé l'acception fondamentale. Je dois surtout signaler cet abus, à l'égard de la première dénomination, chez un savant belge qui l'a adoptée, dans ces dernières années, comme titre d'un ouvrage où il s'agit tout au plus de simple statistique.

titre, l'obligation, devenue chaque jour plus indispensable et, en apparence, plus difficile, de résoudre enfin l'effrayante constitution révolutionnaire des sociétés modernes.

Du point de vue élevé où nous ont graduellement placés les trois premiers volumes de ce Traité, l'ensemble de cette situation sociale se présente dans tout son jour, et sous l'aspect le plus simple, comme essentiellement caractérisé par une anarchie profonde et de plus en plus étendue, quoique d'ailleurs de nature purement transitoire, de tout le système intellectuel, pendant le long interrègne qui devait résulter de la décadence toujours croissante de la philosophie théologico-métaphysique, parvenue, de nos jours, à une impuissante décrépitude, et du développement continu, mais encore incomplet, de la philosophie positive, jusqu'ici trop étroite, trop spéciale et trop timide, pour s'emparer enfin du gouvernement spirituel de l'humanité. C'est jusque là qu'il faut remonter, afin de saisir réellement l'origine effective de l'état flottant et contradictoire où nous voyons aujourd'hui toutes les grandes notions sociales, et qui, par une invincible nécessité, trouble si déplorablement la vie morale et la vie politique : mais c'est aussi là seulement qu'on peut nettement apercevoir le

système général des opérations successives, les unes philosophiques, les autres politiques, qui doivent peu à peu délivrer la société de cette fatale tendance à une imminente dissolution, et la conduire directement à une organisation nouvelle, à la fois plus progressive et plus consistante que celle qui reposa sur la philosophie théologique. Telle est la proposition capitale dont l'irréfutable démonstration résultera spontanément, j'espère, de l'ensemble de ce volume, et qui doit être ici le sujet sommaire d'une première ébauche d'explication générale, destinée surtout à caractériser l'impuissance également radicale des écoles politiques les plus opposées, et à constater l'indispensable nécessité d'introduire enfin, dans ces luttes aussi vaines qu'orageuses, un esprit entièrement nouveau, seul susceptible, par son ascendant graduellement universel, de guider nos sociétés vers le terme définitif de l'état révolutionnaire qui s'y développe sans cesse depuis trois siècles.

L'ordre et le progrès, que l'antiquité regardait comme essentiellement inconciliables, constituent de plus en plus, par la nature de la civilisation moderne, deux conditions également impérieuses, dont l'intime et indissoluble combinaison caractérise désormais et la difficulté fondamentale et

la principale ressource de tout véritable système politique. Aucun ordre réel ne peut plus s'établir, ni surtout durer, s'il n'est pleinement compatible avec le progrès; aucun grand progrès ne saurait effectivement s'accomplir, s'il ne tend finalement à l'évidente consolidation de l'ordre. Tout ce qui indique une préoccupation exclusive de l'un de ces deux besoins fondamentaux au préjudice de l'autre, finit par inspirer aux sociétés actuelles une répugnance instinctive, comme méconnaissant profondément la vraie nature du problème politique. Aussi la politique positive sera-t-elle surtout caractérisée, dans la pratique, par son aptitude tellement spontanée à remplir cette double indication, que l'ordre et le progrès y paraîtront directement les deux aspects nécessairement inséparables d'un même principe, suivant la propriété essentielle déjà graduellement réalisée, à certains égards, pour les diverses classes d'idées devenues maintenant positives. L'ensemble de ce volume ne laissera, j'espère, aucun doute sur l'extension effective aux idées politiques de cet attribut général du véritable esprit scientifique, qui représente toujours les conditions de la liaison et celles de l'avancement comme originairement identiques. Il me suffit, en ce moment, d'indiquer rapidement,

à ce sujet, l'aperçu fondamental d'après lequel les notions réelles d'ordre et de progrès doivent être, en physique sociale, aussi rigoureusement indivisibles que le sont, en biologie, les notions d'organisation et de vie, d'où, aux yeux de la science, elles dérivent évidemment.

Mais l'état présent du monde politique est encore très éloigné de cette inévitable conciliation finale. Car, le vice principal de notre situation sociale consiste, au contraire, en ce que les idées d'ordre et les idées de progrès se trouvent aujourd'hui profondément séparées, et semblent même nécessairement antipathiques. Depuis un demi-siècle que la crise révolutionnaire des sociétés modernes développe son vrai caractère, on ne peut se dissimuler qu'un esprit essentiellement rétrograde a constamment dirigé toutes les grandes tentatives en faveur de l'ordre, et que les principaux efforts entrepris pour le progrès ont toujours été conduits par des doctrines radicalement anarchiques. Sous ce rapport fondamental, les reproches mutuels que s'adressent aujourd'hui les partis les plus tranchés, ne sont, malheureusement, que trop mérités. Tel est le cercle profondément vicieux dans lequel s'agit si vainement la société actuelle, et qui n'admet d'autre issue finale que l'unanime prépondérance d'une

doctrine également progressive et hiérarchique. Les observations d'après lesquelles je vais ici sommairement ébaucher cette importante appréciation, sont par leur nature, essentiellement applicables à toutes les populations européennes, dont la désorganisation a été réellement commune et même simultanée, quoiqu'à des degrés différens et avec diverses modifications, et qui ne sauraient non plus être réorganisées indépendamment les unes des autres, bien que assujéties à un ordre déterminé. Cependant, nous devons plus spécialement avoir en vue la société française, non-seulement parce que l'état révolutionnaire s'y manifeste d'une manière plus complète et plus évidente, mais aussi comme étant, au fond, malgré quelques apparences contraires, mieux préparée qu'aucune autre, sous tous les rapports importans, à une vraie réorganisation, ainsi que je l'établirai ultérieurement.

Quelque infinie variété qui semble d'abord exister entre toutes les opinions douées aujourd'hui d'une véritable activité politique, on reconnaît aisément, par une judicieuse analyse, qu'elles sont, au contraire, circonscrites jusqu'à présent dans une sphère extrêmement étroite, puisqu'elles ne consistent réellement qu'en un mélange variable de deux ordres d'idées radicalement antago-

nistes, dont le second ne constitue même, à vrai dire, qu'une simple négation du premier, sans aucun dogme propre et nouveau. La situation actuelle des sociétés ne peut, en effet, devenir intelligible qu'autant qu'on y voit la suite et le dernier terme de la lutte générale entreprise, pendant le cours des trois siècles précédents, pour la démolition graduelle de l'ancien système politique. Or, d'un tel point de vue, on aperçoit aussitôt que si, depuis cinquante ans, l'irrévocable décomposition de ce système a commencé à manifester, avec une évidence toujours croissante, l'impérieuse nécessité de la fondation d'un système nouveau, le sentiment encore incomplet de ce besoin capital n'a cependant inspiré jusqu'ici aucune conception vraiment originale, directement appropriée à cette grande destination : en sorte que les idées théoriques sont aujourd'hui demeurées très inférieures aux nécessités pratiques, que, dans l'état normal de l'organisme social, elles devançant habituellement, afin d'en préparer la satisfaction régulière et paisible. Quoique, dès lors, le principal mouvement politique ait dû changer entièrement de nature, et de purement critique, tel qu'il paraissait jusque-là, tendre de plus en plus à devenir distinctement organique, néanmoins, par une suite inévitable de cette im-

mense lacune philosophique, il n'a pu cesser encore d'être toujours uniquement dirigé d'après les mêmes idées qui avaient guidé les divers partis pendant la longue durée de la lutte antérieure, et avec lesquelles tous les esprits s'étaient ainsi profondément familiarisés. Défenseurs et assaillans de l'ancien système, tous, par une inévitable et imperceptible transition, ont pareillement tenté de convertir leurs vieux appareils de guerre en instrumens de réorganisation, sans soupçonner leur inaptitude également nécessaire à cette nouvelle opération, dont la nature repousse, avec la même énergie, les deux sortes de principes, les uns comme évidemment rétrogrades, les autres comme exclusivement critiques.

On ne saurait nier que tel ne soit essentiellement, encore aujourd'hui, le déplorable état intellectuel du monde politique. Toutes les idées d'ordre sont uniquement empruntées jusqu'ici à l'antique doctrine du système théologique et militaire, envisagé surtout dans sa constitution catholique et féodale; doctrine qui, du point de vue philosophique de ce Traité, représente incontestablement l'état théologique de la science sociale: de même, toutes les idées de progrès continuent à être exclusivement déduites de la philosophie purement négative qui, issue du protes-

tantisme, a pris, au siècle dernier, sa forme finale et son développement intégral; et dont les diverses applications sociales, considérées dans leur ensemble, constituent, en réalité, l'état métaphysique de la politique. Les diverses classes de la société adoptent spontanément l'une ou l'autre de ces deux directions opposées, suivant leur disposition naturelle à éprouver davantage le besoin de conservation ou celui d'amélioration. Telle est la cause immédiate qui sépare aujourd'hui si profondément les deux principaux aspects de la question sociale, et qui détermine si fréquemment, dans la pratique, l'annulation réciproque des tentatives divergentes dont ils deviennent alternativement l'objet. A chaque nouvelle face que la marche naturelle des événements vient faire successivement ressortir dans le besoin fondamental de notre époque, on remarque l'invariable tendance de l'école rétrograde à proposer, comme remède unique et universel, la restauration de la partie correspondante de l'ancien système politique; et l'on peut observer aussi la disposition non moins constante de l'école critique à rapporter exclusivement le mal à une trop incomplète destruction de ce système, d'où résulte toujours, comme inévitable et uniforme solution, le conseil de supprimer encore davantage toute puissance



régulatrice (1). Rarement, il est vrai, surtout aujourd'hui, chacune de ces deux doctrines antagonistes se présente dans toute sa plénitude et avec son homogénéité primitive : elles tendent de plus

(1) En n'hésitant point à qualifier ici, avec la consciencieuse fermeté d'un esprit franchement scientifique, les deux tendances nécessaires, l'une rétrograde, l'autre anarchique, de nos principales écoles politiques, je crois devoir indiquer, une fois pour toutes, combien je suis éloigné d'en vouloir tirer la moindre induction défavorable aux intentions habituelles de leurs partisans respectifs. Par principe, je suis profondément convaincu que, surtout en politique, toute mauvaise intention est éminemment exceptionnelle, quoique la plupart des hommes engagés dans les luttes sociales soient ordinairement incapables d'apercevoir les plus graves conséquences réelles des doctrines qu'ils y professent. Chaque parti renferme, sans doute, un petit nombre d'ambitieux qui, souvent dénués de toute vraie conviction personnelle, ne se proposent d'autre but essentiel que d'exploiter la foi commune au profit de leur propre dévotion : ceux-là, il faut savoir les braver et même les flétrir au besoin. Mais, à cette unique exception près, le bon côté de la nature humaine étant évidemment le seul qui puisse permettre des associations de quelque étendue et de quelque durée, aucune opinion politique ne saurait vivre sans avoir réellement en vue le bien public, quelque étroite et imparfaite notion qu'elle s'en forme d'ailleurs. Ainsi, ceux qu'on accuse aujourd'hui le plus justement de tendance rétrograde, ne veulent certainement que replacer le monde politique dans une situation vraiment normale, d'où il ne leur semble être sorti que pour se précipiter vers l'imminente dissolution de tout ordre social. Pareillement, ceux qui, à leur insu, tendent véritablement à l'anarchie, ne croient obéir qu'à l'évidente nécessité de détruire enfin irrévocablement un système politique devenu radicalement impropre à diriger désormais la société. L'erreur fondamentale des uns et des autres ne résulte même que d'une préoccupation trop exclusive de chacun des deux genres de conditions essentielles dont l'ensemble constitue la vraie définition du problème général de la politique actuelle.

en plus à n'avoir cette existence exclusive que chez des esprits purement spéculatifs. Mais, le monstrueux alliage que, de nos jours, on tente d'établir entre ces principes incompatibles, et dont les divers degrés caractérisent les différentes nuances politiques existantes, ne saurait, évidemment, être doué d'aucune vertu étrangère aux éléments qui le composent, et ne tend, au contraire, en réalité, qu'à développer leur neutralisation mutuelle. Il est donc indispensable, pour la justesse et la netteté de notre analyse, que la politique théologique et la politique métaphysique soient d'abord envisagées chacune isolément et en elle-même, sauf à considérer ensuite leur antagonisme effectif, et à apprécier enfin les vaines combinaisons qu'on s'est efforcé d'instituer entre elles.

Quelque pernicieuse que soit réellement aujourd'hui la politique théologique, aucun vrai philosophe ne saurait jamais oublier que la formation et le premier développement des sociétés modernes se sont accomplis sous sa bienfaisante tutelle, comme je parviendrai, j'espère, à le faire dignement ressortir dans la partie historique de ce volume. Mais il n'est pas moins incontestable que, depuis environ trois siècles, son influence a été, chez les peuples les plus avancés, essen-

tiellement rétrograde, malgré les services partiels qu'elle a pu y rendre encore. Il serait certainement superflu de s'arrêter ici à aucune discussion spéciale de cette doctrine, pour constater maintenant sa haute insuffisance nécessaire, que la marche spontanée des événements fait chaque jour si nettement ressortir. L'absence déplorable de toute vue réelle sur la réorganisation sociale peut seule expliquer l'absurde projet de donner aujourd'hui pour appui à l'ordre social un système politique qui n'a pu se soutenir lui-même devant le progrès naturel de l'intelligence et de la société. Dans la suite de ce volume, l'analyse historique des transformations successives qui ont graduellement amené l'entière dissolution du système catholique et féodal, démontrera, mieux qu'aucune argumentation directe, combien cette décadence est désormais radicale et irrévocable. L'école théologique ne sait habituellement expliquer une telle décomposition que par des causes presque fortuites et pour ainsi dire personnelles, hors de toute proportion raisonnable avec l'immensité des effets observés; ou bien, poussée à bout, elle recourt à son artifice ordinaire, et s'efforce, par une explication surnaturelle, de rattacher cette grande chaîne d'événemens à une sorte de mystérieuse fantaisie de la providence, qui se serait

avisée de susciter à l'ordre social un temps d'épreuve, dont l'époque ni la durée, pas plus que le caractère, ne sauraient d'ailleurs être nullement motivés. Nous reconnaitrons, au contraire, d'après l'ensemble des faits historiques, que toutes les grandes modifications successivement éprouvées par le système théologique et militaire ont, dès l'origine, et de plus en plus, constamment tendu vers l'élimination complète et définitive d'un régime auquel la loi fondamentale de l'évolution sociale assignait nécessairement un office simplement provisoire, quoique strictement indispensable. Il sera, dès-lors, évident que tous les efforts dirigés vers la restauration de ce système, même en supposant possible leur succès momentané, bien loin de pouvoir ramener la société à un état vraiment normal, ne sauraient aboutir qu'à la replacer dans la situation qui a nécessité la crise révolutionnaire, en l'obligeant à recommencer plus violemment la destruction d'un régime qui, depuis longtemps, a cessé d'être compatible avec ses progrès principaux. Quoique, par ces motifs, je doive écarter ici toute controverse à ce sujet, je crois néanmoins nécessaire d'y signaler un nouvel aspect philosophique, qui me paraît indiquer le plus simple et le plus sûr critérium de la valeur

effective d'une doctrine sociale quelconque, et qui est plus spécialement décisif contre la politique théologique.

Envisagé du seul point de vue logique, le problème fondamental de notre réorganisation sociale me semble nécessairement réductible à cette unique condition essentielle : construire une doctrine politique assez rationnellement conçue pour que, dans l'ensemble de son développement actif, elle puisse toujours être pleinement conséquente à ses propres principes. Aucune des doctrines existantes ne satisfait aujourd'hui, même par une grossière approximation, à cette grande obligation intellectuelle : toutes renferment, comme élémens indispensables, ainsi que je vais l'indiquer sommairement, des contradictions nombreuses et directes sur la plupart des points importants. C'est surtout en cela que leur profonde insuffisance est le plus nettement caractérisée. On peut, en effet, poser en principe que la doctrine qui, relativement aux diverses questions fondamentales de la politique, aurait fourni des solutions exactement concordantes, sans que la progression des applications réelles l'amenât jamais à se démentir, devrait, par cette seule épreuve indirecte, être reconnue suffisamment apte à réorganiser la société; puisque cette ré-

organisation intellectuelle doit principalement consister à rétablir enfin, dans le système profondément troublé de nos diverses idées sociales, une harmonie réelle et durable. Quand une telle régénération ne serait même d'abord exactement accomplie que dans une seule intelligence (et il faut bien que, au début, elle commence nécessairement ainsi), sa généralisation plus ou moins prochaine n'en resterait pas moins assurée; car le nombre des esprits ne saurait nullement augmenter les difficultés essentielles de la convergence intellectuelle, et ne peut influer que sur le temps nécessaire à sa réalisation. J'aurai soin de signaler, en cas opportun, l'éminente supériorité que doit, sous ce rapport, manifester spontanément la philosophie positive, qui, une fois étendue aux phénomènes sociaux, liera nécessairement les divers ordres des idées humaines beaucoup plus complètement qu'ils n'ont jamais pu l'être par aucune autre voie. Telle est la principale règle qui, dès l'origine de mes travaux en philosophie politique, m'a toujours dirigé dans l'exacte appréciation de mes progrès successifs vers la conception d'une véritable doctrine sociale.

C'est de la politique théologique qu'on devrait surtout attendre l'entier accomplissement de cette

grande condition logique, dont les difficultés fondamentales semblent spontanément annulées pour une doctrine qui se borne, en reproduisant le passé, à coordonner un système si nettement défini par une longue application, et si pleinement développé dans toutes ses diverses parties essentielles, qu'il paraît nécessairement à l'abri de toute grave inconséquence. Aussi l'école rétrograde préconise-t-elle habituellement, comme son attribut caractéristique, la parfaite cohérence de ses idées, opposée aux fréquentes contradictions de l'école révolutionnaire. Néanmoins, quoique la politique théologique soit, en effet, par des motifs aisément appréciables, moins inconséquente aujourd'hui que la politique métaphysique, il est très facile de constater chaque jour sa tendance de plus en plus irrésistible aux concessions les plus fondamentales, directement contraires à tous ses principes essentiels. Rien n'est plus propre, sans doute, qu'un tel ordre d'observations à mettre en pleine évidence la profonde inanité actuelle d'une doctrine qui ne possède pas même, en réalité, la qualité la plus spontanément correspondante à sa nature. L'ancien système politique se montre ainsi tellement détruit désormais que ses partisans les plus dévoués en ont radicalement perdu le vrai sentiment général. On peut

le reconnaître sans peine, non-seulement dans la pratique active, mais aussi chez les esprits purement spéculatifs, même les plus éminens, modifiés, à leur insu, par l'invincible entraînement de leur siècle. Quelques exemples saillans suffiront ici pour indiquer au lecteur attentif l'extension facile d'un tel examen.

La démonstration serait trop aisée, si, comme la rigueur logique l'exigerait évidemment, on considérait d'abord la doctrine rétrograde relativement aux élémens essentiels de la civilisation moderne. Il n'est point douteux, en effet, que le développement continu et la propagation croissante des sciences, de l'industrie, et même des beaux-arts, n'aient été historiquement la principale cause originaires, quoique latente, de la décadence radicale du système théologique et militaire, dont les pertes spontanées eussent paru, sans cela, susceptibles d'une réparation praticable. Aujourd'hui, c'est surtout l'ascendant graduel de l'esprit scientifique qui nous préserve à jamais d'aucune résurrection réelle de l'esprit théologique, dans quelques aberrations rétrogrades que le cours des événemens puisse momentanément tendre à entraîner la société: de même, sous le point de vue temporel, l'esprit industriel, chaque jour plus étendu et plus prépondérant, constitue certaine-

ment la garantie la plus efficace contre tout retour sérieux de l'esprit militaire ou féodal. Quoique les luttes politiques ne soient pas encore ostensiblement établies entre ces deux couples de principes, tel n'en est pas moins, au fond, le caractère actuel de notre véritable antagonisme social. Or, malgré cette incontestable opposition, exista-t-il jamais, dans le développement moderne de la politique théologique, aucun gouvernement ou même aucune école assez pleinement rétrogrades pour oser réellement poursuivre ou seulement concevoir la compression systématique des sciences, des beaux-arts, et de l'industrie? Sauf quelques actes isolés, et certains esprits excentriques, qui, de loin en loin, sont venus involontairement déceler l'incompatibilité fondamentale, n'est-il pas, au contraire, évident que tous les pouvoirs tiennent à honneur d'encourager leurs progrès journaliers? Telle est, sans doute, la première inconséquence actuelle de la politique rétrograde, annulant ainsi, par le développement spontané de ses actes journaliers, ses vains projets généraux de reconstruction d'un passé dont le sentiment fondamental est désormais involontairement perdu pour tous les hommes d'état. Bien que la moins apparente, cette contradiction devrait sembler la plus fondamentale et la plus décisive, précisément comme étant plus uni-

verselle et plus instinctive qu'aucune autre. Celui qui, de nos jours, a le plus fortement conçu et le plus vigoureusement poursuivi la rétrogradation politique, Bonaparte lui-même, indépendamment de ses autres incohérences, n'a-t-il pas sincèrement tenté de s'ériger, après tant d'autres chefs de la même école, en protecteur déclaré de l'industrie, des beaux-arts, et des sciences? Les esprits purement spéculatifs n'échappent guère davantage à cette irrésistible tendance, quoique bien plus aisément susceptibles, par leur position, de s'isoler du mouvement général. Qu'on analyse, par exemple, les vaines tentatives si fréquemment renouvelées, depuis deux siècles, par tant d'intelligences distinguées et quelquefois supérieures, pour subordonner, suivant la formule théologique, la raison à la foi; il sera facile d'en reconnaître la constitution radicalement contradictoire, qui établit la raison elle-même juge suprême d'une telle soumission, dont l'intensité et la durée dépendent uniquement ainsi de ses décisions variables, rarement trop sévères. Le plus éminent penseur de l'école catholique actuelle, l'illustre de Maistre, a rendu lui-même un témoignage, aussi éclatant qu'involontaire, à cette inévitable nécessité de sa philosophie, lorsque, renonçant à tout appareil théologique,

il s'est efforcé, dans son principal ouvrage, de fonder le rétablissement de la suprématie papale sur de simples raisonnemens historiques et politiques, d'ailleurs, à certains égards, admirables, au lieu de se borner à le commander directement de droit divin, seul mode pleinement en harmonie avec la nature d'une semblable doctrine, et qu'un tel esprit, à une autre époque, n'eût point hésité sans doute à suivre exclusivement, si l'état général de l'intelligence humaine n'en eût pas empêché, même chez lui, l'entière prépondérance. Une vérification aussi décisive doit dispenser ici de toute indication ultérieure à ce sujet.

Considérons maintenant des incohérences plus directes, et qui, quoique étant réellement moins profondes, doivent naturellement frapper davantage, en ce qu'elles montrent une flagrante contradiction mutuelle entre les diverses parties essentielles d'une même doctrine. L'examen attentif du passé nous offrira plus tard, sous ce rapport, de nombreuses et irrécusables preuves, puisque la démolition effective de l'ancien système politique a été surtout opérée par le violent antagonisme réciproque des principaux pouvoirs qui le constituaient. Mais, ense bornant ici, comme l'exige la nature de ce chapitre préliminaire, à la simple observation de

l'époque actuelle, on peut journellement constater, chez les différentes sections de l'école rétrograde, un état prononcé d'opposition directe à divers points fondamentaux de leur doctrine commune. Le cas le plus important de ce genre consiste, sans doute, dans l'étrange unanimité que manifeste cette école à consentir à la suppression réelle de la principale base du système catholique et féodal, en renonçant à la division capitale entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, ou, ce qui revient au même, en acquiesçant à la subalternisation générale du premier envers le second. C'est peut-être la seule grande notion politique sur laquelle tous les partis s'accordent aujourd'hui essentiellement, quoique la saine philosophie n'y puisse voir qu'une aberration profondément funeste, d'ailleurs momentanément inévitable. A cet égard, les rois ne se montrent certes pas moins révolutionnaires que les peuples; et les prêtres eux-mêmes, non-seulement dans les divers pays protestans, mais aussi chez les nations restées nominalelement catholiques, ont ainsi ratifié volontairement leur propre dégradation politique, soit en vue d'un ignoble intérêt, soit, tout au moins, d'après un vain esprit d'étroite nationalité. Comment les uns ou les autres pourraient-ils, dès-lors, rêver la restauration contradictoire d'un système

qu'ils ont aussi radicalement méconnu? La réunion préalable de toutes les innombrables sectes engendrées par la décadence croissante du christianisme, devrait constituer, à cet égard, une indispensable opération préliminaire. Or, les projets éphémères tentés dans ce sens, surtout en Allemagne, par quelques hommes d'état contemporains, ont toujours rapidement échoué devant l'aveugle mais insurmontable obstination des divers gouvernemens à retenir la direction suprême du pouvoir théologique, dont l'indispensable centralisation devenait aussitôt impossible. Sous ce rapport, les brutales inconséquences de Bonaparte, au milieu de ses vains efforts pour rétablir l'ancien système politique, n'ont fait que reproduire plus vivement un exemple déjà très familier à tant d'autres princes. Quand, après sa chute, les rois ont entrepris d'instituer de concert, contre le développement ultérieur de l'état révolutionnaire, un haut pouvoir européen, ils n'ont pas même pensé à la moindre participation de l'ancienne autorité spirituelle, dont ils usurpaient ainsi complètement l'attribut le plus légitime. Cette usurpation a été spontanément exécutée d'une manière tellement radicale que ce conseil suprême s'est trouvé, en grande partie, composé de chefs hérétiques, et dominé par un prince

schismatique, ce qui rendait sensible à tous les yeux l'impossibilité d'y introduire, à aucun titre, le pouvoir papal, comme M. l'abbé de La Mennais l'avait autrefois justement remarqué, avant sa conversion révolutionnaire. Sans doute, ce n'est pas seulement de nos jours que les rois, et même les papes, ont, à beaucoup d'égards essentiels, directement subordonné l'application de leurs principes religieux aux intérêts immédiats de leur domination temporelle. Mais de telles inconséquences, outre qu'elles sont devenues aujourd'hui plus nombreuses et plus profondes, se présentent surtout comme bien plus décisives, en montrant à quel point la pensée fondamentale de l'ancien système politique a cessé d'être prépondérante chez ceux mêmes qui en ont entrepris avec le plus d'ardeur la chimérique restauration, ainsi qu'on a pu le voir en tant de grandes occasions contemporaines, par exemple, à l'égard de la Grèce, de la Pologne, etc.

Cet esprit d'incohérence et de division de l'école rétrograde s'est fréquemment manifesté de nos jours, à tous les vrais observateurs, sous des formes très variées, mais également significatives, soit dans les triomphes partiels et momentanés de la politique théologique, soit dans ses revers. Pour un parti aussi fier de sa prétendue cohésion, la

possession du pouvoir devait sans doute rallier naturellement toutes les nuances secondaires vers la réalisation fondamentale d'une doctrine dont on avait tant vanté la liaison et l'homogénéité. N'avons-nous pas vu, au contraire, pendant de longues années, les scissions les plus prononcées éclater successivement entre les subdivisions de plus en plus nombreuses de ce parti triomphant, et servir enfin d'instrument immédiat à sa chute politique? Malgré l'intime et évidente relation de leurs causes, les partisans du catholicisme et ceux de la féodalité ne se sont-ils pas alors violemment séparés? Parmi ces derniers, les défenseurs de l'aristocratie et ceux de la royauté ne se sont-ils pas mutuellement combattus? En un mot, cette courte période n'a-t-elle point successivement reproduit, sous nos yeux, l'effective manifestation, irrécusable quoique sommaire, des mêmes principes essentiels de discorde et de décomposition qui, lentement développés pendant les siècles antérieurs, avaient réellement déterminé l'irrévocable dissolution du système théologique et féodal? Si, par impossible, un succès analogue venait à se renouveler, je ne crains pas d'affirmer que, malgré cette expérience formelle, des séparations beaucoup plus prononcées encore éclateraient nécessairement, et plus tôt, dans l'intérieur

du parti rétrograde, par l'influence inévitable de l'incompatibilité chaque jour plus complète et mieux sentie de l'état social actuel avec l'ancien système politique, dont la véritable pensée générale tend même de plus en plus à s'effacer et à se perdre entièrement chez ses plus zélés partisans. Plus la politique théologique trouve aujourd'hui à se développer et à s'appliquer, plus elle engendre d'inconciliables subdivisions, que dissimule le vague assentiment accordé à ses principes généraux, tant qu'ils sont contenus à l'état spéculatif : c'est, du point de vue scientifique, le symptôme ordinaire de toute théorie incompatible avec les faits.

Depuis que la mémorable secousse de 1830 a fait passer le parti rétrograde à la simple condition d'opposant, son incohérence radicale s'est manifestée d'une autre manière non moins décisive, qui, sans être vraiment nouvelle, n'avait jamais été jusqu'ici aussi pleinement caractérisée. Pendant le cours des trois derniers siècles, ce parti, quand il était réduit à la défensive, recourut spontanément plus d'une fois aux principes essentiels de la doctrine révolutionnaire, sans reculer devant le danger final d'une aussi monstrueuse conséquence. On put voir, par exemple, l'école catholique invoquant formellement le dogme de la



liberté de conscience, au sujet de ses co-religionnaires d'Angleterre, et surtout d'Irlande, etc., tout en continuant à réclamer l'énergie répression du protestantisme en France, en Autriche, etc. Lorsque, dans notre siècle, la coalition des rois a voulu enfin soulever sérieusement l'Europe contre l'intolérable domination de Bonaparte, elle a solennellement rendu le témoignage le moins équivoque à l'impuissance de la doctrine rétrograde et à l'énergie de la doctrine critique, en renouçant, dans cette circonstance capitale, à se servir de la première, pour invoquer uniquement la seconde, qu'elle reconnaissait ainsi involontairement seule susceptible aujourd'hui d'exercer une action réelle sur les populations civilisées, sans cesser néanmoins, par la plus étrange contradiction, d'avoir ultérieurement en vue la restauration finale de l'ancien système politique. Mais cet aveu implicite de la décrépitude irrévocable de la politique théologique ne put être, à aucune époque, aussi complet et aussi décisif que nous le voyons aujourd'hui, où l'école rétrograde, s'efforçant de systématiser à son usage le corps entier de la doctrine critique, entreprend, sous nos yeux, comme ressource extrême, la vaine résurrection du régime catholique et féodal à l'aide des principes mêmes qui ont effectivement servi à le dé-

truire, et dont elle n'hésite plus à ratifier spécule- tivement les conséquences les plus anarchiques : une telle subversion ne paraissant d'ailleurs motivée que sur un simple changement survenu dans le personnel de la royauté, sans que le vrai caractère du principal mouvement politique ait été, du reste, aucunement modifié. Ceux qui président à cette singulière métamorphose, passent pour les habiles par excellence du parti dont ils signent aussi catégoriquement l'abdication politique, et même, à certains égards, la dégradation morale (1)!

(1) Les opinions littéraires pouvant offrir, convenablement analysées, un reflet fidèle et instructif de l'état général de l'esprit humain à chaque époque, je crois convenable d'indiquer ici, comme une utile vérification nouvelle de cette conséquence caractéristique des partis actuels, la correspondance directement contradictoire que l'on peut observer entre les deux camps opposés en littérature et en politique. Chacun se souvient que le romantisme s'introduisit en France, dès le commencement de ce siècle, sous les auspices de l'école catholico-féodale, qui se fit long-temps une sorte d'obligation de parti de préconiser les plus monstrueuses aberrations des novateurs littéraires; tandis que l'école révolutionnaire défendant, au contraire, avec ardeur la vieille légitimité classique, tenta même plus d'une fois de la placer sous la ridicule protection de réglemens officiels. Une telle méprise ne tenait, sans doute, de part et d'autre, qu'à ce que la littérature romantique se produisit d'abord comme essentiellement vouée à la représentation des temps chrétiens et féodaux, pendant que la littérature classique paraissait exclusivement consacrée à l'antiquité payenne et républicaine. Ce rapprochement superficiel, tout à-fait indépendant du vrai caractère fondamental de chaque système littéraire, a néanmoins suffi pour que, les uns en l'honneur et les autres par aver-

Après de telles observations, que chacun peut aisément prolonger, il serait certainement inutile de s'arrêter davantage à constater ici l'impuissance radicale d'une doctrine qui, profondément antipathique à la civilisation actuelle, contient d'ailleurs aujourd'hui tant d'éléments directement contraires à ses propres principes fondamentaux, et ne peut pas même rallier, en réalité, ni dans les succès, ni dans les revers, ses divers partisans, quoiqu'elle leur offre, dans le passé, le type le mieux défini, dont l'assidue contemplation semblerait devoir prévenir toute grave divergence. On sait que de Maistre a reproché au grand Bossuet, et, à certains égards, avec raison, surtout en ce qui concerne l'église gallicane, d'avoir sérieusement méconnu la vraie nature politique du catholicisme; il ne serait pas difficile, comme je l'ai ci-dessus indiqué, de signaler aussi, chez le célèbre auteur *du Pape*, plusieurs inconséquences,

sion du catholicisme, aient également fermé les yeux sur l'inconséquence évidente d'une semblable appréciation, comparée aux principes généraux d'autorité absolue ou de liberté indéfinie dont ils s'efforçaient respectivement d'établir la prépondérance politique. La répartition des opinions littéraires commença à s'effectuer sans doute d'une manière plus conforme aux lois ordinaires de l'analogie, en ce sens du moins que l'anarchie politique cessa maintenant de répandre l'anarchie littéraire. Mais le mode primitif, d'ailleurs si récent, n'en laisse pas moins des traces pleinement suffisantes encore pour faire ressortir la réalité de l'observation précédente.

sinon analogues, du moins équivalentes. Et l'on prétendrait réorganiser les sociétés modernes d'après une théorie assez décrépite pour n'être plus, depuis long-temps, suffisamment comprise, même de ses plus illustres interprètes!

En soumettant, à son tour, la politique métaphysique à une pareille appréciation, il faut, avant tout, ne jamais perdre de vue que sa doctrine, quoique exclusivement critique, et par suite purement révolutionnaire, n'en a pas moins mérité long-temps la qualification de progressive, comme ayant en effet présidé aux principaux progrès politiques accomplis dans le cours des trois derniers siècles, et qui devaient être essentiellement négatifs. Cette doctrine pouvait seule irrévocablement détruire un système qui, après avoir dirigé les premiers développemens de l'esprit humain et de la société, tendait ensuite, par sa nature, à perpétuer indéfiniment leur enfance. Aussi le triomphe politique de l'école métaphysique devait-il constituer, comme pour tout autre ordre d'idées, une indispensable préparation à l'avènement social de l'école positive, à laquelle est exclusivement réservée la terminaison réelle de l'époque révolutionnaire, par la fondation définitive d'un système aussi progressif que régulier. Si, conçu dans un sens absolu, chacun des dogmes qui compo-

sent la doctrine critique ne peut manifester, en effet, qu'un caractère directement anarchique, la partie historique de ce volume démontrera clairement que, considéré à son origine, et restreint à l'ancien système, contre lequel il fut toujours évidemment institué, il établit, au contraire, une condition nécessaire, quoique simplement provisoire, d'une nouvelle organisation politique, jusqu'à l'apparition de laquelle la dangereuse activité de cet appareil destructif ne peut ni ne doit entièrement cesser.

Par une nécessité, aussi évidente que déplorable, inhérente à notre faible nature, le passage d'un système social à un autre ne peut jamais être direct et continu; il suppose toujours, pendant quelques générations au moins, une sorte d'inter-règne plus ou moins anarchique, dont le caractère et la durée dépendent de l'intensité et de l'étendue de la rénovation à opérer : les progrès politiques les plus sensibles se réduisent alors essentiellement à la démolition graduelle de l'ancien système, toujours miné d'avance dans ses divers fondemens principaux. Ce renversement préalable est non-seulement inévitable, par la seule force des antécédens qui l'amènent, mais même strictement indispensable, soit pour permettre aux élémens du système nouveau, qui s'étaient jus-

qu'alors lentement développés en silence, de recevoir peu à peu l'institution politique, soit encore afin de stimuler à la réorganisation par l'expérience des inconvéniens de l'anarchie. Outre ces motifs incontestables, faciles à apprécier aujourd'hui, une considération nouvelle, purement intellectuelle, que je dois ici plus précisément indiquer, me semble propre à mettre en une plus parfaite évidence l'obligation directe d'une telle marche, en démontrant que, sans cette destruction préalable, l'esprit humain ne pourrait même s'élever nettement à la conception générale du système à constituer.

La débile portée de notre intelligence, et la brièveté de la vie individuelle comparée à la lenteur du développement social, retiennent notre imagination, surtout à l'égard des idées politiques, vu leur complication supérieure, sous la plus étroite dépendance du milieu effectif dans lequel nous vivons actuellement. Même les plus chimériques utopistes, qui croient s'être entièrement affranchis de toute condition de réalité, subissent, à leur insu, cette insurmontable nécessité, en réflétant toujours fidèlement par leurs rêveries l'état social contemporain. A plus forte raison, la conception d'un véritable système politique, radicalement différent de celui qui nous

entoure, doit-elle excéder les bornes fondamentales de notre faible intelligence. L'état d'enfance et d'empirisme où la science sociale a jusqu'ici constamment languï, a dû d'ailleurs contribuer sans doute à rendre plus impérieuse et surtout plus étroite cette obligation naturelle. Ainsi, à ne considérer même les révolutions sociales que dans leurs simples conditions intellectuelles, la démolition très avancée du système politique antérieur y constitue évidemment un indispensable préambule, sans lequel ni les plus éminens esprits ne sauraient apercevoir nettement la vraie nature caractéristique du système nouveau, profondément dissimulée par le spectacle prépondérant de l'ancienne organisation, ni enfin, en supposant surmontée cette première difficulté, la raison publique ne pourrait se familiariser assez, avec cette nouvelle conception pour en seconder la réalisation graduelle par son inévitable participation. La plus forte tête de toute l'antiquité, le grand Aristote, a été lui-même tellement dominé par son siècle qu'il n'a pu seulement concevoir une société qui ne fût point nécessairement fondée sur l'esclavage, dont l'irrévocable abolition a néanmoins commencé quelques siècles après lui. Une vérification aussi décisive doit faire apprécier suffisamment l'empire effectif d'une telle obligation

générale, que l'histoire des sciences manifeste d'ailleurs hautement par tant d'exemples irrécusables, même à l'égard d'idées beaucoup plus simples que les idées politiques.

Ces diverses considérations fondamentales sont, par leur nature, éminemment applicables à l'immense révolution sociale au milieu de laquelle nous vivons, et dont l'ensemble des révolutions antérieures n'a réellement constitué qu'un indispensable préliminaire. La rénovation n'ayant jamais pu être jusque alors aussi profonde ni aussi étendue, comment la société aurait-elle échappé ici à cette condition de renversement préalable, qu'elle avait précédemment subie dans des transformations bien moins capitales? Sans doute, il eût été très préférable que la chute de l'ancien système politique se fût retardée jusqu'au moment où le nouveau système aurait été propre à lui succéder immédiatement, en prévenant toute discontinuité organique. Mais cette utopique supposition est trop hautement contradictoire avec les plus évidentes conditions de la nature humaine, pour mériter aucun examen sérieux. Si, malgré la démolition déjà presque entièrement accomplie, les plus éminens esprits n'aperçoivent encore que dans une vague obscurité le vrai caractère de la réorganisation sociale, qu'était-ce donc quand